

● (2340)

Une voix: N'insultez pas les baleines!

M. Baker (Nepean-Carleton): Je m'excuse. Je ne pense pas que cela aide les Canadiens à mieux comprendre. Le gouvernement est là pour certaines raisons. Quel est le rôle du gouvernement? Qu'a dit le parti libéral au sujet du rôle du gouvernement?

Une voix: Rester au pouvoir.

M. Baker (Nepean-Carleton): Cela excepté, le parti libéral a toujours eu pour philosophie que le rôle du gouvernement était de créer une atmosphère où les Canadiens pourraient réaliser leurs aspirations. S'ils voulaient entreprendre quelque chose, qu'ils puissent le faire avec un certain espoir de succès. Le parti libéral n'a jamais été passif, mais un parti actif. Il pouvait faire quelque chose. C'était ce qu'il aimait proclamer. Mais ces temps sont révolus. Le premier ministre (M. Trudeau) a dit lorsqu'il était chef de l'opposition et qu'il avait démissionné, qu'il serait bon que le parti libéral ne soit pas au pouvoir pendant un certain temps. Je pense qu'il aurait été bon pour le Canada que les libéraux ne soient pas au pouvoir pendant un certain temps; le Canada aurait eu la possibilité de se régénérer et de retourner à ses sources. Car le parti de St-Laurent, de Pearson et de Laurier se souciait vraiment de la population. Il s'intéressait plus au peuple qu'au pouvoir. Le parti actuel ne se soucie que de pouvoir. Lorsqu'on parle des inquiétudes des Canadiens, comme ce soir, voyez comme ils sont soucieux. Les gens se demandent où le gouvernement les a abandonnés? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas réagi? Quand le gouvernement réagira-t-il et quelle sera sa réaction? S'ils ont écouté le ministre des Finances plus tôt ce soir, ils l'ont entendu dire qu'il s'en tiendrait à ce qu'il a déjà dit et qu'il n'interviendrait pas. Il va rester échoué à s'agiter faiblement en invoquant la pauvre excuse que c'est la faute des Américains, ou des Martiens, ou de la température, mais en tout cas pas celle du gouvernement. Si le gouvernement veut s'attribuer le mérite de ses programmes, il doit aussi en accepter le blâme quand le pays est plongé dans le chaos économique, et il l'est actuellement. Nous ne devons pas permettre au ministre d'État de passer ce problème sous silence en prétendant que tout va bien ou que nous allons nous en sortir. Le gouvernement pourrait faire certaines choses s'il le voulait vraiment.

Le chef de l'opposition (M. Clark) a dit que le parti d'en face, qui nous a demandé d'envisager des subventions au logement—et nous l'avons fait—devrait maintenant envisager de suivre une politique semblable. C'est d'autant plus nécessaire que non seulement les automobilistes, mais également les personnes âgées et tous ceux qui consomment du pétrole, sont écrasés par le prix élevé de l'énergie. Le gouvernement peut certainement penser à une forme de crédit d'impôt à l'énergie—appelez cela comme vous voulez—à l'intention de ceux qui ne pourront pas assumer ce fardeau encore très longtemps. Le ministre des Finances m'a dit, comme il l'a déjà fait plus tôt à la Chambre, que le gouvernement avait des programmes destinés à venir en aide aux économiquement faibles et que ces programmes étaient indexés. C'est bien le cas. Mais le problème, même avec une indexation complète, c'est que nos person-

La situation économique

nes âgées prennent de plus en plus de retard à cause de l'inflation. L'indexation ne leur permet pas de se tenir à flot.

M. Evans: Ce sont des bêtises.

M. Baker (Nepean-Carleton): Mon ami d'Ottawa-Centre qui était si véhément dans l'opposition ne dit plus rien depuis qu'il fait partie du gouvernement. Il a accepté le poste de secrétaire parlementaire, et je lui recommande de lire un discours fait par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{lle} Begin) à Vancouver. Voici ce qu'elle a dit des personnes âgées au Canada:

... Sur nos 2.3 millions de pensionnés de la sécurité de la vieillesse 1.2 million ont touché le supplément de revenu garanti.

Lequel a été augmenté de \$35. Le ministre a poursuivi en ces termes:

Cela signifie que 53 p. 100 des pensionnés canadiens ont un revenu assez bas pour avoir droit à cette aide supplémentaire. Pouvez-vous vous imaginer que 53 p. 100 de la population totale du Canada âgée de moins de 65 ans doivent compter sur les prestations de bien-être social du gouvernement pour survivre?

Donc, malgré l'indexation, voilà la situation. J'entends mon ami dire quelque chose. Il aura la possibilité de prendre la parole. Ce sera une occasion rare et j'attends ce moment avec impatience. J'espère qu'il me laissera finir mon discours.

M. MacEachen: Vous ne m'avez pas laissé parler. J'ai remarqué que votre chef est parti il y a une heure et demie.

M. Baker (Nepean-Carleton): Le ministre des Finances parle de mon chef, je me demande où est le sien.

Une voix: Sans doute dans sa piscine.

M. Baker (Nepean-Carleton): Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a poursuivi en disant:

Ce qui est encore plus troublant, c'est que 16 p. 10 des pensionnés touchent le supplément maximum.

Elle voulait parler des \$35. Puis elle a ajouté ceci:

Cela signifie que la plupart de ces 360,000 personnes âgées ne touchent pas un seul cent en plus de la pension de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu.

M. Evans: Qui l'a instauré ce supplément?

M. Baker (Nepean-Carleton): Là n'est pas la question. C'est le gouvernement qui l'a proposé et c'est le Parlement qui l'a étudié puis adopté. C'est un fait. Mais, cher collègue, cela ne répond pas à l'argument avancé par le ministre des Finances lequel prétend alors que l'inflation est si élevée, que ces allocataires, les anciens combattants et autres bénéficiaires des prestations indexées que leur versent les Canadiens ne sont pas si mal lotis. J'en viens à me demander où se trouve le parti libéral, ce parti qui s'intéresse au sort de ses ouailles et qui se fait fort de partager. Où est donc le ministre des Finances à qui l'on a posé des questions directes et qui s'est fait la réputation de répondre de façon évasive, c'est-à-dire en évitant soigneusement de nous renseigner sur les questions qui concernent les mesures que le gouvernement envisage de prendre? Un gouvernement ne peut se croiser les bras. Un gouvernement ne peut se cacher derrière les jupes d'un autre pays. Il lui incombe de créer ou de recréer un climat propice aux investissements. C'est ce que le gouvernement actuel avait promis de faire. Voilà pourquoi ce soir, les Canadiens, frappés par sa piètre performance, s'interrogent à son sujet. Ils doivent se poser des questions au sujet de leur choix.